



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Informations générales

Email de contact : sandrine.bakaher@seine-et-marne.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 18 octobre 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : CC Bassée-Montois

Si protocole de préfiguration : date de signature : 2021-07-08

Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- nom : CC Bassée-Montois, SIREN : 200040251, nature : CC
- Préfet 77

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- PCAET
- SCOT
- SAGE
- PLUI
- CPER (port/connexion bord à voir d'eau)
- PAPI

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- Convention Seine-et-Marne Environnement (PTRE)
- Contrat d'aménagement régional
- Contrat Intercommunal de Développement
- Contrats d'animation Natura2000

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :

- Petits villes de demain
- France services



Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- Orientation 1 – Vers un territoire stratégique de la Seine amont (anticiper les besoins en fonciers économiques, attractivité / ouverture en lien avec la mise en Grand Gabarit de la Seine)
- Orientation 2 – Vers une agrovallée durable (relocalisation des outils, circuits courts, Plan alimentaire territorial, biodiversité / qualité de l'eau / insertion paysagère)
- Orientation 3 – Vers un territoire à énergie positive (PCAET, rénovation énergétique / PTRE, production d'énergies renouvelables, mobilité partagée, valorisation des déchets)
- Orientation 4 – Vers un territoire éco-touristique (valorisation des richesses naturelles, développement des activités de loisir, Maison des promenades / Maison de la nature / Pôle culturel)
- Orientation 5 – Vers un territoire unifié et solidaire (logements adaptés aux personnes âgées, lutte contre la désertification médicale, réduction de la fracture numérique, actions jeunesse et petite enfance)
- Orientation 6 – Vers un territoire porté par un projet commun d'aménagement de l'espace (PLUi / ScoT, service mutualisé d'urbanisme, prévention des inondations)

Réalisation d'un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l'élaboration du CRTE : Oui

Plan d'action

Domaines d'action publique couverts :

- Circuits courts agricoles
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Gestion des risques (inondations...)
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Tourisme durable
- Production d'énergies renouvelables
- Efficacité énergétique
- Mobilités douces
- Culture et patrimoine
- Santé et soins
- Loisirs

- Sport
- Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Espaces publics, espaces verts
- Gestion quantitative et qualitative de l'eau
- Economie, production et consommation durable
- Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge...
- Organisation des déplacements
- Accès à un logement de qualité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 15

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 42

Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

- nom : CC Bassée-Montois, SIREN : 200040251, nature : CC
- Etat et ses opérateurs
- ADEME
- CDC
- Banque des territoires

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

- Atelier des territoires
- PTRE (Plateforme territoriale de Rénovation Energétique)

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Non

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions :

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : -

Mobilisation d'une ingénierie externe :

- ADEME
- Banque des territoires

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : -€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : -€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : -€